

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Pouvoir d'achat, question centrale

Un salarié sur deux gagne moins de 1 400 euros

- Social -

Date de mise en ligne : lundi 8 janvier 2007

Démocratie & Socialisme

C'est le salaire " médian " et non le salaire " moyen " qui est important.

En 2000, le salaire mensuel médian brut était de 1 377 euro (soit 9 019 F) soit 1 428 euro pour les hommes (9 353 F) et 1 292 euro pour les femmes (8 462F)

Le salaire mensuel brut moyen à temps complet dans les entreprises de plus de 10 salariés était de 2 180 euro (ou 14 270 F) tandis que le salaire net moyen est de 1 700 euro (ou 11 135 F)

Un cadre a un salaire net moyen de 3 280 euro par mois (21 520 F) un ouvrier a un salaire net moyen de 1 250 net (8 180 F) proche d'un employé : ainsi un cadre gagne en moyenne 2,6 à 2,7 fois plus qu'un ouvrier ou un employé.

Le rapport entre les 10 % qui gagnent 868 euro nets par mois et les 10 % qui gagnent 2 688 euro nets est inchangé (égal à 3,1 c'est-à-dire 3,3 chez les hommes, 2,7 chez les femmes)

La part des primes avait diminué en 2000 : 86,3 % du salaire est fixe, 0,9 % provient d'heures supplémentaires et 12,8 % sont des primes. (Plus importantes chez les ouvriers et professions intermédiaires que chez les employés et les cadres...)

Huit millions de foyers fiscaux bénéficient de la " Prime pour l'emploi " (Ppe) : 60 % isolés, 23 % couples mono-actifs, 73 % va à la moitié la moins aisée de la population... Cette prime a coûté 2,5 milliards d'euros en 2001. Cette prime est le fruit des impôts : ce sont des salariés qui la paye à des salariés... à la place de l'employeur qui, ainsi, n'a pas à augmenter les salaires. Au total, 13,9 % des salariés au Smic, soit 2,68 millions dont moins de 4 % sont concernés par la garantie mensuelle. 9,9 % d'hommes contre 19,9 % de femmes sont au Smic. Dans les très petites entreprises (Tpe), il y a 30,1 % de smicards alors qu'il n'y en que 4,7 % dans les entreprises de plus de 500 salariés.

Mais il y a 43,3% de smicards dans l'hôtellerie-restauration auxquels l'Ump veut enlever les malheureuses 10 % de majoration des heures supp' effectuées entre 35 et 39 h !

Les inégalités se sont accrues. Environ 5 % de la population possède près de 50 % du patrimoine, et à l'autre bout de l'échelle, 10 % en possède moins de 1 %.

Le Monde du 24 février 2006 publiait un rapport de l'Observatoire national de la pauvreté : en 2003, 3 694 000 personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté avec moins de 50 % du revenu médian - soit 645 euro par mois pour une personne seule. C'est-à-dire 260 000 personnes de plus qu'en 2002. Si l'on prend le seuil retenu dans l'Union européenne - 60 % du revenu médian, soit 774 euro par mois - le chiffre est encore plus accablant avec 7 015 000 pauvres ! " 7 millions de pauvres ", comme l'indique le livre de Jacques Cotta.

Entre 1996 et 2002, on a observé une diminution quasi-constante de la pauvreté. S'il avait été loin d'engager une action à la hauteur pour prétendre résorber la pauvreté, le gouvernement de Lionel Jospin ne l'avait pas aggravée.

Le signal alarmant envoyé par l'Observatoire est que le mouvement est reparti à la hausse depuis le retour de la droite au pouvoir. Le taux de pauvreté, qui était, en 2002, de 5,9 % de la population française, est remonté à 6,3 % en 2003.

Un salarié sur deux gagne moins de 1 400 euros

Les indicateurs complémentaires disponibles - envolée du nombre de bénéficiaires des minima sociaux ou de Rmistes - renforcent ce constat. L'Observatoire s'inquiète ainsi de la " grande précarité d'une large partie de la population, pour qui le moindre incident peut signifier un basculement dans une situation de pauvreté ".

Avant l'élection présidentielle de 2007, la gauche doit promettre de remédier à ce fléau. En 2007, mieux qu'en 1995, elle doit dire aux électeurs comment elle va réduire pour de bon, la " fracture sociale ".